

equitas

éduquer. habiliter. changer.

L'humanité, unie par les droits humains

Rapport annuel 2023-2024



Notre mission

Equitas est l'organisation la plus active et la plus reconnue en matière des droits humains au Canada. Par nos programmes d'éducation transformateurs, nous contribuons à l'avancement de l'égalité, de la justice sociale et du respect de la dignité humaine.

Nous renforçons le pouvoir des gens pour lutter contre les inégalités et la discrimination, et pour agir afin de bâtir des communautés plus inclusives et plus respectueuses des droits.

Pour en savoir plus, consultez : equitas.org



Appuyez le changement social en donnant à Equitas dès aujourd'hui !

equitas.org

Siège social

📍 666, rue Sherbrooke O., Bureau 1100
Montréal, Québec, Canada H3A 1E7

☎ 514 954-0382

✉ info@equitas.org

Bureau régional

📍 312 Main Street, Bureau 213
Vancouver, Colombie-Britannique,
Canada V6A 2T2

☎ 604 876-4881

✉ bcoffice@equitas.org

Suivez-nous

[facebook/equitas](https://facebook.com/equitas)

[instagram/equitas_human_rights](https://instagram.com/equitas_human_rights)

x.com/equitasintl

[in /Equitas-Centre international d'éducation aux droits humains](https://www.linkedin.com/company/equitas-international)

Equitas reconnaît que ses bureaux sont situés sur les territoires autochtones non cédés des Premières nations **Kanien'kehá:ka** (Mohawk), **xwməθkwəy̓ əm** (Musqueam), **Sḵw̓x̓ wú7mesh** (Squamish) et **səl̓ ilwətaʔt** (Tsleil Waututh).

Nous exprimons notre gratitude envers les gardien.ne.s des terres et des eaux sur lesquelles nous nous trouvons et, ce faisant, nous nous rappelons l'histoire de l'oppression qui est souvent oubliée ou négligée.

Pour lire la suite consultez equitas.org/fr/reconnaissance-territoriale/

Savez-vous où vous êtes ?

Consultez native-land.ca

Mot de la présidence et de la direction générale

En posant notre regard sur l'année passée, nous devons reconnaître les progrès accomplis et les défis rencontrés dans notre quête mondiale d'égalité et de protection des droits humains. Le travail d'Equitas a été marqué par l'ouverture d'importants espaces propices à un dialogue constructif et sécuritaire, où la société civile d'un peu partout sur la planète peut librement exprimer ses préoccupations et plaider pour un changement. Cela dit, malgré nos avancées, nous continuons d'observer une tendance inquiétante : la régression de ces espaces dans trop de pays – une menace aux valeurs fondamentales de la démocratie et des droits humains.

Nous avons assisté à une troublante montée des luttes concertées contre l'égalité de genre. Malgré des décennies de progrès, les idéologies régressives menacent de faire reculer à l'échelle mondiale les droits des femmes, des minorités sexuelles durement acquis. Face à ce retour en arrière, notre engagement à faire progresser l'égalité de genre reste inébranlable : nous relèverons les défis à venir avec dévouement et collaboration.

De plus, à cause des changements climatiques et de l'augmentation des communautés déplacées de force, nous avons constaté une montée des conflits, de la vulnérabilité des populations et des pressions sociales. Ces crises révèlent la profonde interdépendance entre droits humains, justice environnementale et développement durable. Or, pour résoudre ces problèmes complexes, il faut se tourner vers des approches holistiques et une collaboration intersectorielle durable.

Face à ces obstacles, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude aux donatrices, donateurs et aux bailleurs de fonds qui continuent d'appuyer notre travail pour promouvoir l'éducation aux droits humains ainsi que leur défense. Vos contributions sont essentielles pour soutenir la mission d'Equitas et démultiplier ses retombées dans des centaines de communautés sur quatre continents.

En cette ère où la division et la polarisation font rage, le pouvoir de l'éducation aux droits humains jette une lueur d'espoir. Agissant comme pont transcendant les différences, il nous rallie autour du dénominateur commun de l'universalité des droits humains. C'est précisément ce qu'Equitas a accompli avec des centaines de partenaires et de collaborations dans le monde entier.

L'année 2023 a été marquée d'un grand exploit : le succès de la mise en œuvre du projet quinquennal « Promouvoir l'égalité à travers l'éducation aux droits humains », généreusement financé par Affaires mondiales Canada pour faire avancer l'égalité de genre. Cette initiative a fait une différence tangible et durable dans les communautés du monde entier en renforçant le pouvoir des individus et en cultivant des sociétés inclusives. Equitas se réjouit des résultats et maintient fermement son engagement, aux côtés de ses partenaires clés, à continuer à bâtir sur cette fondation marquante dans les années à venir.

Par ailleurs, Equitas compte fièrement 14 projets en cours dans le cadre du Fonds Agir ensemble pour l'inclusion, destiné à soutenir les organisations LGBTQI+ à l'échelle mondiale, pour un total de 5,1 millions \$ en financement. Ces initiatives visent à remédier aux enjeux propres aux communautés LGBTQI+ et à promouvoir leurs droits et leur bien-être dans plus d'une vingtaine de pays.

Au Canada, Equitas a mis en œuvre des programmes antidiscriminatoires et antiracistes efficaces destinés aux jeunes, qui visent à attaquer de front le problème des inégalités systémiques dans 15 communautés. Ces initiatives sont des étapes cruciales pour favoriser des communautés plus équitables où les jeunes peuvent faire entendre leur voix, peu importe leur race, leur origine ethnique ou leur milieu.

Tandis que nous allons de l'avant, notre engagement à défendre les droits humains, l'égalité et la justice demeure inébranlable. Malgré les défis de taille sur notre chemin, notre détermination est plus forte que jamais. Grâce à votre aide et à votre collaboration continues, rien ne va nous détourner de la mission d'Equitas : paver la voie à un monde plus juste et plus équitable pour les générations futures.



André Beaulieu

André Beaulieu,
Président



Odette McCarthy

Odette McCarthy,
Directrice générale

- présence d'Equitas et ses partenaires
- participant.e.s à nos formations
- projets financés par le fonds AGIRI

Où nous travaillons

International

- ✓ Fonds Agir ensemble pour l'inclusion (AGIRI)**

Le Fonds soutient des projets qui renforcent le respect, la protection et la réalisation des droits des personnes LGBTQ2I dans le monde entier. Mis en œuvre par Equitas et le Réseau Dignité Canada, il a permis la mise en œuvre de 14 projets, issus de partenariats entre 13 organisations canadiennes et 30 organisations de pays du Sud, dans plus de 20 pays.
- ✓ Programme international de formation aux droits humains (PIFDH)**

La 41^e édition a eu lieu en juin 2023, réunissant plus d'une centaine de défenseuses.seurs des droits humains à Montréal pour trois semaines d'apprentissage sur les droits humains. Venu.e.s d'une cinquantaine de pays, les participant.e.s ont terminé le programme plus confiant.e.s dans leur capacité à mettre en œuvre leurs apprentissages et à concevoir des activités d'éducation aux droits humains.
- ✓ Session régionale de formation aux droits humains (SRFDH)**

La 7^e édition de la Session Régionale de Formation aux Droits Humains a eu lieu au Sénégal en novembre 2023 et a rassemblé une quarantaine de défenseuses.seurs des droits humains diversifié.e.s, venant de onze pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar, Mali, RDC, Rwanda, Sénégal, et Togo.

Canada 🇨🇦

- ✓** La lutte contre le racisme à travers l'éducation aux droits humains a été une priorité dans les activités. Equitas a organisé un sommet anti-raciste pour des éducatrices.teurs antiracistes d'écoles primaires et secondaires en Colombie-Britannique pour répondre aux enjeux identifiés par 150 partenaires. Nous avons accompagné des écoles dans la mise en œuvre d'une approche fondée sur les droits humains, encouragé des jeunes à utiliser l'art contre le racisme, et établi un dialogue entre les jeunes et les décideurs sur ces questions.

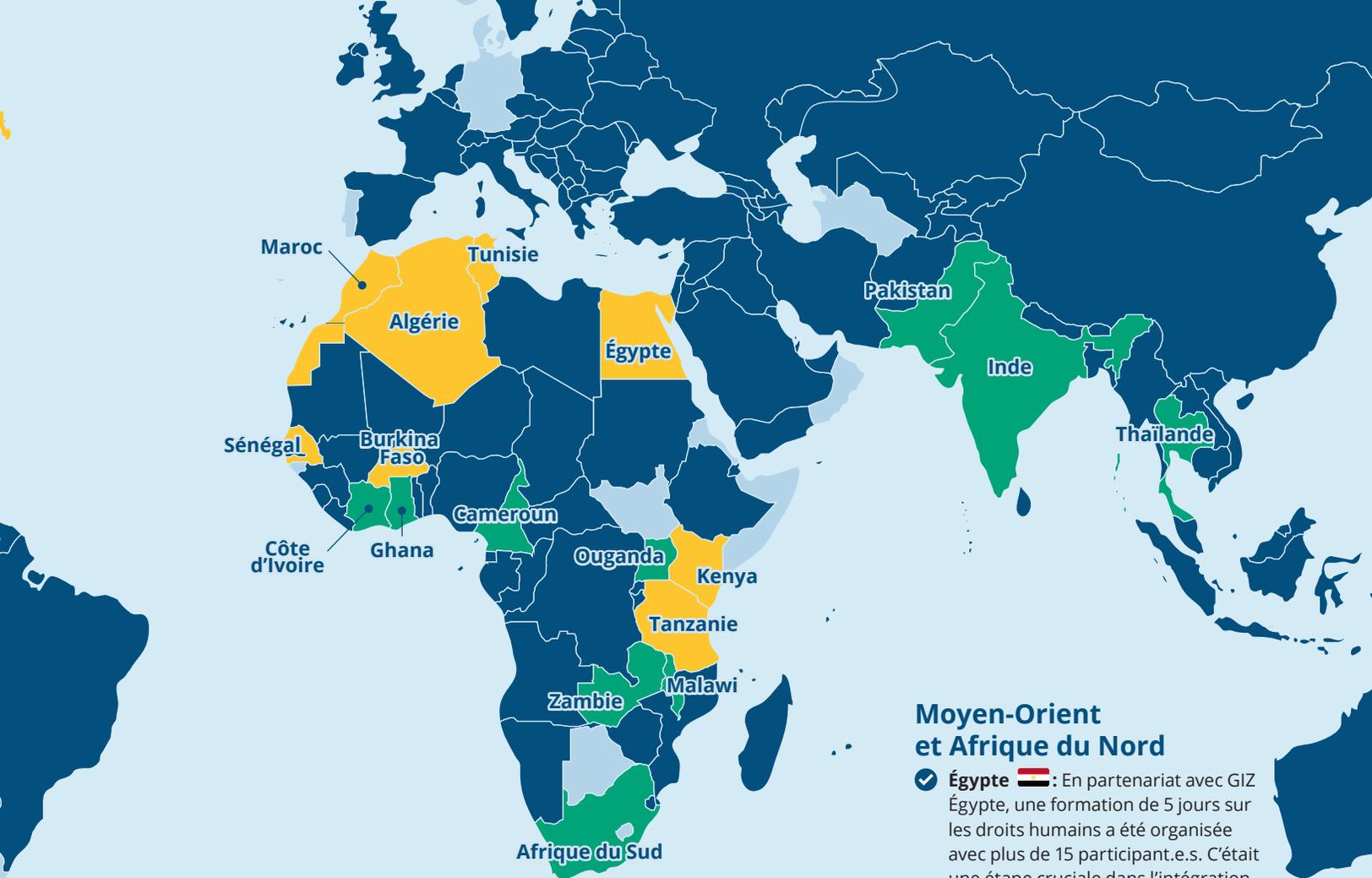


Haïti 🇧🇩

- ✓** L'AFASDA et Equitas ont soutenu des organisations de défense des droits des femmes pour inciter les personnes en position de pouvoir à renforcer la participation des femmes et des filles aux processus décisionnels. Un événement d'apprentissage a été organisé pour favoriser l'engagement aux droits humains et l'égalité de genre en développant des stratégies adaptées à un contexte de grande insécurité et vulnérabilité.
- ✓** En collaboration avec le CFEDEC, les membres des communautés haïtiennes achèvent un processus pour définir leur propre vision du développement de leur communauté. Il s'agit d'une solution de rechange durable aux initiatives de développement centrées sur l'exploitation minière et qui met en avant des approches respectueuses de l'environnement et des besoins locaux.

Sénégal 🇸🇳

- ✓** Des formations ont été animées de manière autonome par des personnes locales recruté.e.s au cours des premières années du projet. Cela démontre que l'approche fondée sur les droits humains a été adoptée par des personnes engagées et passionnées par la promotion de l'égalité de genre et partagée avec une masse critique de 50 autres personnes prêtes à poursuivre le combat.



Burkina Faso

- ✓ La collaboration avec le MBDHP a favorisé l'égalité de genre et accru la participation des femmes dans les structures de décisions locales. Sur les 70 femmes formées, plus du tiers a rejoint des structures décisionnelles où elles étaient peu représentées, notamment les comités de gestion des mairies, les chambres de commerce et les comités scolaires. Deux nouvelles coalitions d'une quarantaine d'organisations de femmes ont été créées pour promouvoir la participation des femmes.

Guinée

- ✓ En collaboration avec UPA Développement International et la Chaire de recherche du Canada en économie écologique de l'Université du Québec en Outaouais, Equitas a participé au développement et au lancement du projet « Femmes Pro-Forêts », un projet d'adaptation aux changements climatiques en faveur des femmes, des jeunes femmes et de leurs familles dans le Parc national du Moyen-Bafing.

Kenya

- ✓ Des étapes clés ont été franchies pour promouvoir l'égalité de genre et la participation des femmes aux structures décisionnelles locales. Une douzaine de personnes en position de pouvoir et une douzaine d'organisations de femmes ont participé à des formations sur l'approche fondée sur les droits humains offertes par Women's Empowerment Link et Equitas. Un dialogue politique a abouti à des lignes directrices pour renforcer la participation des femmes dans les structures locales.

Tanzanie

- ✓ Afin de rendre les structures gouvernementales locales plus inclusives dans la prise de décision, Equitas et TUSONGE ont collaboré avec des organisations de femmes et des personnes décisionnaires locales sur une stratégie de durabilité garantissant les résultats du projet Promouvoir l'égalité. Cette initiative vise à renforcer la participation active et continue des femmes et des enfants pour encourager une gouvernance locale plus équitable et plus représentative.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

- ✓ **Égypte**  : En partenariat avec GIZ Égypte, une formation de 5 jours sur les droits humains a été organisée avec plus de 15 participant.e.s. C'était une étape cruciale dans l'intégration d'une approche fondée sur les droits humains dans les activités du ministère de la Solidarité Sociale d'Égypte. La formation a permis aux participant.e.s de comprendre et d'intégrer cette approche dans leur travail en mettant l'accent sur la promotion de l'égalité de genre.
- ✓ **Tunisie et Maroc**   : Le programme L'Égalité pour le changement a été clôturé avec succès, après deux ans de collaboration avec 9 partenaires locaux. Les participant.e.s ont offert leurs témoignages de transformation personnelle et professionnelle durant l'atelier d'évaluation finale, illustrant l'impact concret du programme sur leur vie et sur leur engagement associatif.
- ✓ **Algérie**  : Des initiatives communautaires visant à combattre les inégalités vécues par des femmes marginalisées ont mis en œuvre des actions concrètes pour obtenir l'engagement des personnes décisionnaires. Parmi les initiatives; une campagne pour intégrer les femmes dans un comité villageois, une entente pour démystifier les préjugés sur la santé mentale d'étudiantes, et une cellule d'écoute pour les femmes victimes de violence.



Article 1

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits

De la division au dialogue

Chaque être humain devrait jouir des mêmes droits fondamentaux et pouvoir être traité de façon égale, sans aucune discrimination.

Bien que les droits humains soient garantis dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme* des Nations unies, des millions de personnes, au Canada et à travers le monde, subissent des injustices chaque jour. Il est essentiel que les droits humains de chaque personne soient respectés sans distinction de couleur de peau, d'origine, de genre, de langue, de religion, d'identité de genre, d'orientation sexuelle, d'habileté physique, de statut social ou d'autres critères.

La division sur des enjeux de droits humains s'accroît, comme le droit de s'exprimer sans risque de représailles, le droit des femmes à disposer librement de leur corps, le droit des personnes 2SLGBTQI+ de vivre en sécurité ou le droit des minorités à participer aux processus démocratiques, pour n'en nommer que quelques-uns.

Pourtant, tout le monde fait partie de la même grande communauté : l'humanité.

Face aux forces qui nous divisent, les droits humains rappellent que les êtres humains sont interconnectés. L'apprentissage des droits humains et de leurs valeurs constitue une démarche universelle qui véhicule un langage commun. Chaque personne peut devenir actrice de changement en connaissant ses droits et ceux des autres, contribuant ainsi à l'élimination des injustices.



VOIX DES PARTENAIRES

« La démocratie et la protection des droits humains passent par l'action. Nous devons aller au-delà des discussions, nous devons aller au-delà du simple fait de s'asseoir et de voir comment les choses évoluent. Nous devons agir pour changer le statu quo. »

– **Maiwand Rahyab**,
Fondateur et PDG de Sociétés résilientes et panéliste aux EquiTalks

📍 Canada



Comment transformer la division en dialogue?

Lors du panel de discussion EquiTalks de février 2024, cinq défenseuses.seurs des droits humains issu.e.s de différents horizons, dont Myrlande Pierre, vice-présidente de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec, ont tenté de répondre à cette question. La conclusion était claire : l'éducation aux droits humains est un outil puissant qui favorise l'ouverture et la tolérance, permet de créer un pont entre les gens et encourage un dialogue constructif.





Article 26

Droit à l'éducation

Des espaces d'échanges catalyseurs d'égalité

Les personnes ne peuvent défendre leurs droits que lorsqu'elles les connaissent : c'est pourquoi l'éducation aux droits humains est essentielle. C'est un processus continu, qui permet de propulser les changements et d'apprendre sur nos droits et sur ceux des autres, qui permet d'établir les fondements d'une société plus égalitaire.

L'apprentissage des droits humains est une démarche universelle et dynamisante.

Après un hiatus de 4 ans, Equitas a tenu la 41^e édition du Programme international de formation aux droits humains (PIFDH). Plus d'une centaine de défenseuses/seurs des droits humains ont été réunies autour d'une formation intensive à Montréal (Tiohtiá:ke). Cette formation a favorisé des échanges sur les contextes de violations des droits humains et a permis de créer des liens humains profonds grâce aux valeurs partagées : le respect, l'égalité et la non-discrimination.

Chacun.e a mis à contribution ses expériences respectives et a approfondi ses connaissances en matière de droits humains et appris comment les enseigner et mettre en place des actions concrètes pour les faire progresser. C'est là l'effet multiplicateur de l'éducation aux droits humains : apprendre pour ensuite aller renforcer les compétences des membres de sa communauté à défendre leurs propres droits et ceux des autres.



VOIX DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

« Le programme a également mis de l'avant l'importance de l'empathie et de l'écoute active dans la promotion des droits humains. Cela m'a rappelé le pouvoir du dialogue et de la compréhension pour favoriser un changement positif. Je suis motivé à m'engager dans des conversations constructives et à défier les attitudes discriminatoires chaque fois que je les rencontre. [...] »

– Participant à la 41^e édition du PIFDH

📍 Bangladesh



VOIX DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ



L'éducation aux droits humains entendue comme processus visant à autonomiser les personnes et les communautés par l'apport de connaissances et une compréhension approfondie des normes, des principes et des valeurs liés aux droits humains est très importante pour le vivre ensemble et l'édition de la paix. »

– Dr Justine Françoise Houzanmè,
Participante à la Session régionale de formation aux droits humains de l'Afrique de l'Ouest en 2023, Centre d'Aide et de Lutte contre les Agressions Sexuelles

📍 Bénin

En Afrique de l'Ouest, c'est sous ce même objectif de créer des liens solides, que la 7^e Session régionale de formation aux droits humains a été tenue.

La formation réunissant une quarantaine de défenseuses.seurs des droits humains de 11 pays différents de la région, a été riche de la diversité des identités des participant.e.s. Cette diversité a apporté une profondeur supplémentaire aux discussions portant sur l'éducation aux droits humains, sur l'égalité de genre et sur les principes de non-discrimination et de respect étant activement mis en œuvre par tou.te.s.

Ces nouvelles connaissances ont ensuite été transmises aux autres membres de leur organisation, ce qui a permis de renforcer leur travail de défense des droits humains dans des contextes difficiles. Que ce soit par la mise en place de formations sur les instruments régionaux de droits humains ou sur des notions clés d'égalité de genre, des actions contre le rétrécissement de l'espace civique ont été renforcés.

Toutes ces occasions d'apprentissage ont pu être mises en place grâce à une collaboration avec des organisations partenaires locales, ce qui a permis de garantir leur pertinence à chaque contexte spécifique.

Equitas s'engage à évoluer sa pratique, apprendre et se remettre en question.

Le changement social ne peut pas se faire seul : Equitas a convié une trentaine de partenaires de longue date, pendant cinq jours, afin de prendre du recul. Ensemble, représentant différentes régions du monde, nous nous sommes remis.es en question et avons préparé l'avenir de l'éducation aux droits humains afin de s'assurer sa pertinence dans un monde géopolitique perturbé et de crises séquentielles. Cela nous a donné l'occasion d'identifier de nouvelles façons de coconstruire en partenariat et de trouver des stratégies innovantes pour engager le dialogue avec les groupes qui ne partagent pas nécessairement les valeurs en matière de droits humains. C'est par le dialogue que des ponts peuvent être créés et que nous pouvons ouvrir la voie à la justice sociale.



Article 21

Droit de participer au gouvernement et à des élections libres

Des femmes qui font entendre leur voix

Toutes les femmes, qu'elles soient mères, filles, sœurs ou amies, devraient jouir des mêmes droits que les hommes.

Pourtant, les femmes restent sous-représentées à tous les niveaux du pouvoir décisionnel alors que la *Déclaration universelle des droits de l'homme* garantit le droit à chaque être humain de participer aux processus démocratiques.

Equitas collabore avec des organisations locales pour offrir des activités qui renforcent le pouvoir, le leadership et la capacité des communautés à défendre les droits de toutes les personnes et ainsi faire avancer l'égalité de genre.

Au Kenya, l'impact du projet « Promouvoir l'égalité » mené en partenariat avec Women's Empowerment Link a été évident. Des organisations de défense des droits des femmes et de défense des droits humains ont travaillé main dans la main pour faire progresser l'égalité de genre. Les activités menées ont fait la promotion d'une culture d'inclusion des femmes à travers la communauté. Elles sont désormais plus reconnues et plus valorisées en tant que leaders et participantes actives dans les processus de prise de décision.

Le résultat? La participation des femmes a augmenté de manière significative et davantage de femmes occupent des rôles de leadership dans leur village. Cette évolution témoigne d'un changement tangible des normes sociales : des hommes s'impliquent pour créer de l'espace afin qu'elles puissent s'engager de manière significative.

En Haïti, les femmes ayant suivi les formations sur l'approche fondée sur les droits humains et l'égalité de genre offertes par Equitas et l'Asosiyasyon Fanm Solèy Dayiti (AFASDA) ont vu la valeur de leurs compétences de leadership au sein de leur communauté. Fortes des connaissances qu'elles ont acquises sur les droits humains et l'égalité de genre, elles disposent maintenant de l'assurance nécessaire pour s'exprimer sur ces enjeux. Elles agissent désormais comme porte-paroles de l'égalité de genre et des droits des femmes et des filles à participer aux espaces décisionnels.



VOIX DES PARTENAIRES



« La sensibilisation continue autour des valeurs des droits humains et la continuité dans la promotion de la Déclaration universelle des droits de l'homme sont les meilleures méthodes pour créer un changement social équitable, égalitaire où chacun jouit pleinement de ses droits. »

– **Mathieu Jules**, Partenaire du projet « Promouvoir l'égalité », AFASDA

📍 Haïti

VOIX DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ



« Grâce aux formations, les membres de la communauté, en particulier les femmes plus pauvres, développent la confiance nécessaire pour participer aux plateformes de prise de décision en matière de gouvernance. Elles ont pu redécouvrir la puissance qui réside en elles ainsi que la voix qui avait été réprimée. »

– **Vincent Tanui**, Participant au projet « Promouvoir l'égalité », Centre for Enhancing Democracy and Good Governance, Kenya

📍 Kenya

Elles sont même sollicitées par d'autres organisations et des écoles pour animer des formations ou des conférences sur les droits des femmes et sur l'importance de leur participation aux espaces de prise de décision pour que leurs voix soient entendues. Quel succès!

En Guinée, Equitas collabore au nouveau projet « Femmes Pro-Forêts », visant à accroître l'adaptation aux changements climatiques des femmes et de leurs familles.

Les conséquences des changements climatiques, tels que l'augmentation des sécheresses et des inondations affectent l'accès aux ressources naturelles et causent une baisse des rendements agricoles. Cela touche disproportionnellement les femmes du monde rural, dont la subsistance dépend de l'agriculture et de l'accès à l'eau.

Les femmes jouent un rôle central pour accroître la résilience de leur communauté face à ces changements.

Pour y arriver, les droits des femmes doivent d'abord être reconnus et respectés dans la communauté. C'est pour discuter des défis rencontrés et des solutions possibles qu'une vingtaine d'organisations de la société civile guinéenne ont été réunies.

Cet événement a permis d'identifier leurs besoins et de jeter les bases d'un espace d'échange sur les enjeux affectant les droits des femmes, des jeunes et des personnes vulnérables en lien avec l'environnement et les changements climatiques. De plus, un manuel de formation sur les droits des femmes face aux changements climatiques a été élaboré ; les ateliers qui suivront viseront à renforcer la capacité d'influence des femmes de la région en faveur de la justice climatique féministe.



Article 28

**Droit à un ordre social
garantissant les droits humains**

Avoir la confiance en soi pour défendre ses droits

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme puissent y trouver plein effet.

Pourtant, toutes les sociétés ne garantissent pas l'environnement juste et sécuritaire nécessaire pour que toutes les personnes puissent participer pleinement. Pour y parvenir, les personnes exclues des espaces de prise de décision, comme les femmes qui ne savent pas lire ou écrire, doivent souvent elles-mêmes faire preuve d'un grand courage pour arriver à se faire entendre et à faire respecter leurs droits.

Au Burkina Faso, en partenariat avec le Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP), nous avons proposé des activités de formation sur les enjeux d'inégalités de genre et sur les manières de les aborder. C'était une expérience sécuritaire pour les femmes participantes de renforcer leur confiance à prendre la parole dans les espaces publics.

Le renforcement de la confiance en soi est essentiel à la participation des femmes.

Ces femmes vivent de la discrimination et veulent rejeter des stéréotypes sexistes. Elles ont gagné la confiance nécessaire pour promouvoir l'égalité de genre auprès de leur communauté. Elles surmontent leur crainte de dialoguer avec les autorités locales et les chefferies traditionnelles pour réclamer leurs droits. Cela leur a permis de participer davantage, d'être incluses dans les espaces publics et d'échanger avec les antagonistes.

Les hommes sont plus réceptifs à la participation des femmes dans les affaires publiques. Différentes structures locales habituellement contrôlées par les hommes ont encouragé une plus grande participation des femmes à la prise de décisions. C'est une question de droits des femmes et c'est un avantage pour le bien-être de l'ensemble des communautés.





VOIX DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

« *Equitas a touché Koudougou et Sourgou [...]. Si dans chaque famille, chaque femme met en exergue ce qu'elle a appris sur l'égalité de genre dans l'éducation des enfants, dans 10 ou 15 ans beaucoup de choses vont changer. Elles-mêmes ont subi l'inégalité et ne sont pas prêtes à ce que leurs enfants subissent ça.* »

– **Géraldine SOUGUE Nasson**, Enseignante militante pour le SYNATEB (Syndicat des Enseignants de l'École de Base) et le RESAO (Réseau des Enseignantes syndicalistes de l'Afrique de l'Ouest)

📍 Burkina Faso



VOIX DES PARTENAIRES

« *Les femmes sont plus confiantes en leur capacités et arrivent à faire bouger les lignes en organisant des rencontres de sensibilisation et d'informations et en faisant des plaidoyers pour l'avancement de l'égalité de genre dans leurs localités respectives. Enfin, elles n'hésitent pas à présenter leurs candidatures pour certains postes de responsabilités au niveau des instances décisionnelles au niveau communautaires.* »

– **Samirah Dera**, Coordinatrice du projet « Promouvoir l'égalité », Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP)

📍 Burkina Faso

En Algérie, les femmes ont gagné en confiance pour s'engager activement dans le plaidoyer en faveur de la promotion des droits des femmes. Elles ont acquis des compétences solides en plaidoyer fondé sur les droits humains, ce qui leur permet de défendre plus efficacement les intérêts des femmes de leur communauté. C'est grâce à des formations, des sessions de mentorat en ligne et du soutien mis à disposition des femmes qu'ont eu lieu ces changements. Ces femmes luttent efficacement contre le harcèlement des étudiantes en milieu universitaire, trouvent des activités génératrices de revenus pour les femmes en milieu rural et contribuent à intégrer les femmes aux conseils traditionnels des villages.

De plus, elles ciblent maintenant les femmes les plus marginalisées et reconnaissent l'importance de l'accessibilité pour assurer la participation de toutes les femmes, sans discrimination. Elles se voient désormais comme des actrices engagées dans leur société, capables de participer activement à des actions politiques et de défendre les droits des femmes.



VOIX DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

« *Avant de rejoindre l'Union des femmes, j'étais une femme au foyer avec de grands projets, mais pas vraiment de confiance en moi. Aujourd'hui, le programme Égalité pour le Changement m'a donné confiance ainsi que des compétences en communication. Cette expérience a renforcé notre section au Krib et m'a permis de participer activement à divers projets.* »

– **Kalthoum Mimouni**, Présidente de l'Union Nationale de la femme tunisienne (UNFT) de Krib et participante au projet

📍 Tunisie



Article 3

Droit à la vie, à la liberté
et à la sécurité personnelle

Mettre fin aux violences faites aux femmes

La Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. »

Selon l'OMS, un tiers des femmes dans le monde ont déjà subi des violences physiques et/ou sexuelles.¹

En Tanzanie, lors d'un événement de clôture célébrant les réalisations du projet « Promouvoir l'égalité », plusieurs participant.e.s au projet ont parlé de l'impact que celui-ci avait eu sur leur vie personnelle et professionnelle.

Les femmes et les filles font face à un éventail de violences dû au simple fait de leur genre. Dans ce pays, les violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants sont répandues, les filles enceintes et les jeunes mères se voient souvent refuser l'accès à l'éducation et les femmes ne sont généralement pas impliquées dans les décisions liées au revenu de leur ménage.

Grâce à leur participation aux activités du projet, les femmes ont dit avoir gagné en confiance pour défendre leurs droits et lutter contre les violences sexuelles dans leur communauté. Les personnes en position d'autorité ayant participé à ce projet ont expliqué comment elles utilisent désormais une approche centrée sur les survivantes lorsqu'elles travaillent avec les femmes. Les organisations de défense des droits des femmes intègrent une approche fondée sur les droits humains dans leur travail pour faire progresser l'égalité de genre.

Les nombreuses et diverses réalisations qui ont vu le jour au cours des cinq dernières années sont à célébrer. Nous soulignons l'engagement de toutes les personnes qui ont participé au projet pour leur courage avant tout et leur détermination !

¹ Organisation mondiale de la santé: <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/violence-against-women>





VOIX DES PARTENAIRES



« Les plus grands changements que j'ai constatés sont l'élaboration de lois qui obligent que les cas de violence sexuelle soient résolus devant la loi, l'adoption d'un ordre du jour dans les réunions du gouvernement local et dans les écoles qui traitent de la violence basée sur le genre, la transformation de l'état d'esprit des femmes en matière de leadership pour

passer à la lutte active contre la violence sexuelle et à la participation aux structures de prise de décision et finalement, le bris de la culture du silence sur les questions de violence basée sur le genre dans les communautés.»

– **Aginatha Rutazaa**, Directrice générale de Tusonge et partenaire du projet « Promouvoir l'égalité »

📍 Tanzanie

VOIX DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ



« Grâce à la contribution du projet, nous avons pu observer une plus grande prise de conscience des élèves, des enseignants et du personnel en milieu éducatif sur les violences auxquelles font face les filles et l'ampleur des enjeux liés aux grossesses précoces en milieu éducatif. »

– **Yadicone D Mamading SANE**, Participante au projet « Promouvoir l'égalité » et militante de la société civile

📍 Sénégal

Au Sénégal, la violence faite aux femmes et aux filles, l'accès limité à l'état civil et les pesanteurs socio-culturelles bien ancrées dans la société représentent des obstacles majeurs à la participation des femmes, des filles et des jeunes à la vie communautaire. En collaboration avec nos partenaires de la Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme, du Comité de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes et du Réseau Sénégal pour l'Éducation aux Droits Humains, nous avons uni nos forces contre ces fléaux.

Au cours de l'année écoulée, des centaines de personnes ont été sensibilisées et mobilisées pour lutter contre le harcèlement sexuel, les grossesses précoces et les mariages d'enfants. Nous avons soutenu la création d'alliances entre les organisations de défense des droits des femmes et les structures décisionnelles en renforçant l'élaboration d'un vocabulaire commun touchant aux droits humains, lequel leur a permis de trouver des espaces d'ententes et d'unir leurs forces. Dans le milieu scolaire, des réunions ciblées ont été organisées par ces nouvelles alliances. Un accent a été mis pour assurer d'inclure les voix des personnes en situation de handicap, des femmes et des enfants à ces réunions.



Article 2

Droit d'être libre de toute discrimination

N'exclure personne

Chaque être humain mérite d'être traité avec respect et sans aucune discrimination à l'égard de sa couleur de peau, de son origine culturelle, de son identité ou de la personne qu'il aime.

La discrimination en lien avec l'identité est une barrière qui empêche de jouir pleinement des droits humains. L'éducation aux droits humains nous permet d'acquérir des connaissances et des compétences pour revendiquer non seulement nos propres droits, mais aussi ceux des autres, en particulier ceux des groupes les plus souvent victimes de discrimination tels que les enfants, les femmes, les personnes 2SLGBTQI+, les personnes autochtones, noires ou racisées et les personnes en situation de handicap.

Au Canada, la narration numérique ainsi que d'autres approches artistiques ont été utilisées comme outils d'éducation aux droits humains pour faire entendre les voix des jeunes sur des questions liées à l'égalité et à la non-discrimination, et pour promouvoir leur droit à la participation.

Lors d'un forum en ligne réunissant des jeunes et des personnes décisionnaires, six jeunes représentant la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec ont mis en commun des histoires numériques illustrant leur façon de lutter contre le racisme, la discrimination et l'exclusion dans leur communauté. À l'issue de cet événement, certain.e.s de ces jeunes ont poursuivi leur discussion et ont élaboré une brochure, un outil simple contenant des questions à poser aux personnes décisionnaires et à leurs allié.e.s dans le cadre de leur propre travail de lutte contre le racisme, la discrimination et l'exclusion. Assurer que les jeunes soient au cœur de la création de cet outil l'a rendu encore plus porteur. Par ailleurs, nos programmes phares, Parlons Droits et Bâtir des communautés inclusives continuent de former les travailleuses.eurs de jeunesse de première ligne en les aidant à créer des environnements plus respectueux des droits qui habilite les jeunes à prendre des rôles de leadership pour le changement. Cette année, Equitas a formé plus de 170 travailleuses.eurs jeunesse de première ligne à travers le Canada.

VOIX DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ



« Le degré de confiance et de foi en notre capacité à diriger a été

impressionnant. Après ce projet, je me suis davantage intéressé.e et investi.e dans la lutte contre le racisme, la discrimination et l'exclusion, mais je sens aussi que je peux m'adresser au public. »

– Jeune ayant créé et partagé une histoire numérique lors du forum en ligne

📍 Canada

Dans le monde entier, de nombreuses personnes sont confrontées à des violations de leurs droits humains en raison de leur orientation sexuelle, leur identité de genre, leur expression de genre ou leurs caractéristiques sexuelles.



En Amérique latine ainsi que dans le Sud et l'Est de l'Afrique, la persécution des personnes LGBTQI+ et l'instabilité géographique entraînent le déplacement forcé de ces personnes ou les obligent à vivre dans des environnements extrêmement précaires et dangereux.

Le projet « Bâtir des solutions durables pour les personnes réfugiées LGBTQI+ des pays du Sud » contribue à soutenir et à protéger les personnes LGBTQI+ demandant l'asile et réfugiées en Argentine, en Équateur, au Mexique, en Afrique du Sud et au Kenya en leur apportant une aide de base, un soutien psychosocial et une aide juridique.

Ce projet n'est qu'un exemple parmi les 14 projets qui ont pu être mis en œuvre grâce au financement reçu par l'entremise du Fonds Agir ensemble pour l'inclusion, géré par Equitas en collaboration avec le Réseau Dignité Canada et financé par Affaires mondiales Canada.



VOIX DES PARTENAIRES

« De nombreux pays africains criminalisent les relations entre personnes de même sexe, ce qui a conduit un grand nombre de ces communautés à demander l'asile en Afrique du Sud sur la base de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre. [...] Le projet vise à atténuer certaines des souffrances endurées par la communauté en lui fournissant un abri, des compétences et de la nourriture. En outre, le projet vise à mettre ces questions sur la place publique et à trouver des moyens de s'engager avec le gouvernement et les communautés au sens large »

📍 Afrique du Sud

En Haïti, la première fois que l'équipe du projet « Communautés dynamiques » a parlé de l'égalité de genre et a invité les femmes à en parler, de nombreux hommes ont élevé leurs voix pour discréditer ces propos.

Un an plus tard, après avoir eu plusieurs conversations et suivi une formation sur l'égalité de genre et l'inclusion, les défenseuses/seurs des droits humains formé.e.s sont retourné.e.s dans leurs communautés respectives et ont mené des actions de sensibilisation. Des centaines de personnes ont pu s'informer sur les droits des femmes, des filles, des personnes en situation de handicap, des personnes LGBTQI+ et des jeunes et sur l'importance de les inclure dans la communauté. Des progrès incroyables ont été constatés, car certains des hommes qui discréditaient auparavant ce que les femmes disaient sur leurs droits et sur l'égalité de genre se sont remis en question et se sont ensuite impliqués avec engagement dans ces actions!

Notre équipe



Organisations partenaires

À l'international

Asosiyasyon Fanm Solèy Dayiti (AFASDA), Haïti
Association marocaine des droits humains (AMDH), Maroc
Association voix du sourd de Tunisie (AVST), Tunisie
Centre de formation pour l'entraide et le développement communautaire (CFEDEC), Haïti
Centre Tunisien méditerranéen (TUMED), Tunisie
Association des Handicapés Espoir, Laaroussa, Tunisie
L'association Magnolias, Aguerb, Tunisie
L'association Voix de l'Enfant Rural (AVER), Medenine, Tunisie
L'association Jeunes Actifs, Kasserine, Tunisie
L'association Jousour de Citoyenneté, Kef, Tunisie
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) en Égypte
Le ministère de la solidarité sociale (MOSS), Égypte
Comité de lutte contre les violences faites aux femmes (CLVF), Sénégal
Kouraj pou pwoteje dwa moun, Haïti
Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP), Burkina Faso
Partenaires pour la citoyenneté engagée, Haïti
Rencontre africaine pour la défense de droits de l'Homme (RADDHO), Sénégal
Réseau Dignité Canada, Canada
Réseaux Equitas d'Afrique francophone, Afrique de l'Est
Réseau Sénégal pour l'éducation aux droits humains (RESEDHU), Sénégal
Ruwwad, Jordanie
Tusonge Community Development Organization, Tanzanie
Union Nationale des femmes de Tunisie (UNFT) – Section Krib, Tunisie

UPA Développement International, Canada
Women's Empowerment Link, Kenya

Fonds Agir ensemble pour l'inclusion

Access Chapter 2, Afrique du Sud
Al Otro Lado, États-Unis
AMAL, Argentine
Asociación Lambda, Guatemala
Canadian Centre for Gender and Sexuality Diversity, Canada
Avocats Sans Frontières, Canada
Caribbean Vulnerable Communities Coalition, Jamaïque
CCAP, Cameroun
Centro para el Desarrollo y la Cooperación LGBTI – SOMOS CDC, Honduras
CGLCC, Canada
Colombia Diverso, Colombie
DAMJ, Tunisie
Dialogo Diverso, Ecuador
EGALE, Canada
Egides, Canada
Equal Asia Foundation, Thaïlande
FACSDIS, Haïti
FARUG, Ouganda
Fierté Afrique Francophone, Côte d'Ivoire
Fierté Montréal, Canada
Fondation Émergence, Canada
Fondo Lunaria Asociación, Colombie
HAPA, Kenya
HOYMAS, Kenya
IBU, Ouganda
Institut Diversité Égalité Inclusion, Canada
Interpares, Canada
Intersex Asia, Taiwan
Journalists for Human Rights, Canada
LGBT+ Rights Ghana, Ghana
MAAYGO, Kenya
Massimadi, Canada
PASSOP, Afrique du Sud
Rainbow Faith and Freedom, Canada
Rainbow Pride Foundation, Fiji
Rainbow Railroad, Canada

Samavesh Chamber of Commerce, Inde
SMUG, Ouganda
Stephen Lewis Foundation, Canada
The Centre for Girls and Interaction, Malawi
The Global Interfaith Network for People of All SSOIGIE, Afrique du Sud
Trans organizacion Feminista, Pérou
Transbantu Zambia, Zambie
Upper Rift Minority, Kenya
YMCA GTA, Canada
YMCA Peru, Pérou

Au Canada

Accueil SANA Shawinigan
Art in the Park – Trinity Bellwoods
Atlantic Equity and Research Alliance (AEARA)
Battle of the Arts New Brunswick (BOTA NB)
Black Creek Youth Initiative (BCYI)
Britannia Community Centre
Canadian Roots Exchange
Carrefour des 6-12 ans de Pierrefonds-Est inc.
Central Vancouver Island Multicultural Society (CVIMS)
Centre Benny – Jeunesse Benny and NDG OSC
Centre Communautaire Bon Courage De Place Benoît
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière
City of Calgary
City of Surrey
City of Toronto
City of Vancouver
City of Winnipeg
Collingwood Neighbourhood House
East Side Family Place
Eva's Initiatives for Homeless Youth
Femmes Autochtones du Québec Inc. (FAQ)
Immigrant and Refugee Community Organization of Manitoba Inc. (IRCOM)
Je suis Montréal
La Fondation Dr Julien

La Maison d'Haïti
Loisirs & Culture Sud-Ouest
LOVE Québec
Ma Mawi Wi Chi Itata Centre
Maison des enfants de St-Roch
Montréal Autochtone
MOSAIC
Motivaction Jeunesse – Projet Orion
Mount Pleasant Neighbourhood House
Mouvement contre le viol et l'inceste (MCVI)
MU
Multicultural Association of Fredericton (MCAF)
Open Jam Collective
Options Community Services
Place Maillardville Community Centre
Pure Gold Foundation
Ray-Cam Cooperative Centre
Say Ça! Montréal
Saint Thomas University (STU)
South Vancouver Neighbourhood House (SVNH)
Surrey Community-Schools Partnership (CSP)
Terrace Restoratice Justice (Volunteer Terrace)
Tri Cities Charter Worker Group
Tri Cities Pride Society
Umoja Operation Compassion Society
Union of Youth Newcomers
Vancouver School Board
Engaged Immigrant Youth Program (VSB- EY)
Voices: Manitoba's Youth in Care
Watari Counselling Services
YMCA of Greater Vancouver
Youth Fusion
YWCA Montréal
YWCA Québec

Membres du personnel

Administration

Ariane Lagacé

Chargée, Communications et communauté

Armella Mukorako

Gestionnaire principale, Personnes et culture

Darla Fontus

Analyste financière

Dirceu Machado

Gestionnaire des opérations et technologies de l'information

Felipe Alva

Analyste financier senior

Kaitlin Doucette

Généraliste, Personnes et culture

Kate Monaghan

Conseillère Principale,
Développement de Fonds

Leyla Yazami

Coordonnatrice administrative

Odette McCarthy

Directrice générale

Sasha Masabanda

Chargée, Développement de fonds

Selma Khedhaier

Directrice, Finances et des technologies de l'information

Stephanie Nichols

Directrice, Communications
et développement

Tarina Boyer Jean

Coordonnatrice, Communications
et développement

Éducation

Andrea Velghe

Spécialiste en éducation

Anna Julia Maszewska

Spécialiste en éducation

Annie Pettigrew

Spécialiste principale en éducation

Candace Blake-Amarante

Gestionnaire des connaissances

Daniel Roy

Spécialiste principal en éducation

Diane Tzovanis

Spécialiste principale en éducation

Diane Zittel

Spécialiste en éducation

Dominique Bautista

Spécialiste principale en éducation

Hani Sadati

Spécialiste en éducation, E-learning

Hervé Boudou

Spécialiste principal en éducation

Jean-Sébastien Vallée

Directeur de l'éducation et des
communications

Juanita Gonzalez

Spécialiste en éducation

Laurence Bourcheix Laporte

Spécialiste en éducation

Peter Dimitrakopoulos

Spécialiste en éducation

Reanne Bremner

Spécialiste en éducation

Steve Tiwa Fomekong

Spécialiste principal en éducation

Programmes

Alexandra Mitsidou

Responsable des programmes

Amélia Julia Sheridan

Coordonnatrice logistique

Angie Osachoff

Directrice des programmes canadiens

Ariane Duplessis

Chargée de programme, Afrique de l'Ouest

Ayoub Souna

Chargé de programme, Administration
et finance

Brian Mac Donncha

Coordonnateur logistique

Caroline Iliescu

Chargée de fonds AGIRI

Claire-Anse Saint-Éloi

Chargée de programme, Afrique de l'Est

Chris Bradley

Chargé de programme principal

Deon Mejri

Chargé principal, Fonds AGIRI

Dieynaba Diouf

Coordonnatrice logistique

Élise Voyer

Directrice, Fonds AGIRI

Eloïse Gauthier

Coordonnatrice logistique

Elom K. Ezuho

Chargé de programme principal, Haïti

Émilie-Jane Allard-Côté

Chargée de programme, Afrique de l'Ouest

Erik Bornemann

Chargé de programme, Canada

Gerardo Ducos

Responsable suivi, évaluation et redevabilité

Helena Arroyo

Coordonnatrice logistique

Holly Norris

Chargé de programme principale, Canada

Hudson Michel

Chargé de programme, Haïti

Jessica Moerman

Chargée de programme, Canada

Katie Corker

Directrice des programmes

Laura Martinez Lung

Chargée de programme principale,
Afrique de l'Est

Libertad Benito Torres

Conseillère principale en genre

Marie-Line Sarrazin

Chargée de programme, Afrique de l'Ouest

Marie-Pierre Arseneault

Chargée de programme principale,
Afrique de l'Ouest

Nadjet Bouda

Responsable de Programme,
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Nazik El Yaalaoui

Conseillère principale des programmes

Rania Derbel

Coordonnatrice régionale,
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Ruth Morrison

Chargée de programme principale, Canada

Sawsan Kanhoush

Chargée de programme,
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Taylor Morton

Chargée de programme, Canada

Vivien Cottureau

Chargé de programme, Fonds AGIRI

William Hamilton

Chargé principal des finances, Fonds AGIRI

Zineb Zellag

Chargée de programme, Moyen-Orient
Afrique du Nord

Zoe Mineret

Coordonnatrice logistique

Conseil d'administration

Comité exécutif

André Beaulieu	Président
Erin Aylward	Administratrice
Inez Jabalpurwala	Secrétaire
Karine Joizil	Administratrice
Marc Girard	Trésorier

Administratrices.teurs

Alison Breen	Jillian Stirk
April Ingham	Krista Pawley
Bushra Ebadi	Lisa Schmidt
Daniel Tran	Nikki Gladstone
Darryl Yates	Remzi Cej
Drew Wawin	Robert Yalden

Membres bénévoles des comités du C.A.

Audrey Paquet
Carla Hogan-Rufelds
Natasha Blanchet-Cohen
Rex Fyles
Ron Wigdor
Thomas Ledwell

Stagiaires

Alina Bootwala	Giuliana Grabina
Amélia Julia Sheridan	Jennifer Lachance
Andrea Oraka	Jessica Ostiguy-Harnois
Attou Mamat	João Barbosa
Aziz Driss	Kikè Adoutan
Brian MacDonncha	Mason Carter
Donel Kadima	Valérie Séguin
	Zoe Mineret

Merci!

Equitas est reconnaissante du soutien généreux et de l'esprit communautaire de ses donatrices.teurs, de ses fidèles partenaires et de ses commanditaires socialement responsables qui partagent ses convictions quant à la valeur et à l'importance de l'éducation aux droits humains. Sans quoi le travail d'Equitas ne serait pas possible.

En regardant le monde d'aujourd'hui, il est clair que le travail d'éducation aux droits humains d'Equitas est plus urgent que jamais. La nécessité de faire respecter les droits humains pour tou.te.s et de renforcer les espaces de dialogue constructif est impérieuse. Depuis plus de 57 ans, Equitas travaille à faire progresser l'égalité, la justice sociale et le respect de la dignité humaine par le biais de programmes d'éducation aux droits humains transformateurs au Canada et dans le monde.

Les partenaires gouvernementaux qui appuient notre travail

Canada 

Québec 

Montréal 



**BC Ministry of Education
and Childcare**

**Le Ministère de l'immigration, francisation et
l'intégration (MIFI)**

Equitas remercie le gouvernement du Canada pour son soutien financier par l'entremise d'Affaires mondiales Canada, du Conseil des Arts du Canada par l'entremise de la Commission canadienne pour l'UNESCO, du Patrimoine canadien, de la Fondation canadienne des relations raciales et de Service Canada.

Nos commanditaires

UN REMERCIEMENT

PARTICULIER au Groupe Banque TD pour son soutien généreux en tant que commanditaire principal du programme *Bâtir des communautés inclusives* et en tant que commanditaire platine des *EquiTalks 2024*



LA PROMESSE TD
PRÊTS À AGIR



Objectif
avenir



Nos sympathisant.e.s

Accedian

Aéroplan

Air Canada

Alena Perout

AmDocs

Ambassade du Canada au
Burkina Faso et au Bénin

American Jewish World
Service

Avocats sans frontières
Canada (ASFC)

Centre d'étude et de
coopération internationale
(CECI)

Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ)

Drew Wawin

Fondation de la famille
Brian Bronfman

Fondation de la famille
George Hogg

Fondation Paul Gérin-Lajoie

Forte

Inez et Kaizer Jabalpurwala

ISDAO

Jean Paiement

Judith Kavanagh

Kairos, United Church of
Canada

La Fondation Azrieli
par l'entremise d'André
Beaulieu

Lisa Schmidt

Marc Girard

MasterCard Foundation
(MCF)

May Kersten Social Justice
Fund de la Fondation du
Grand Montréal

Maxwell F. Yalden Bursary
Fund de la Fondation du
Grand Montréal

McCarthy Tétrault
S.E.N.C.R.L., s.r.l

McGill University

Michael et Tatsuko Cooper

National Endowment for
Democracy (NED)

Les Oeuvres Marie- Gérin
Lajoie

OXFAM Quebec

Robert Yalden

Telecon

Transec

United Way of the Lower
Mainland

Union des Producteurs
Agricoles Développement
International (UPADI)

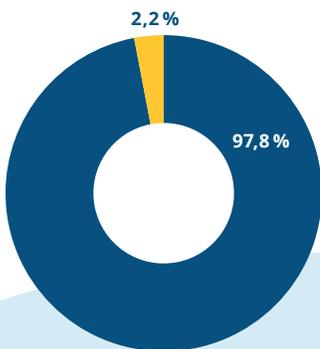
Volunteer Terrace

Nos chiffres

État de la situation financière*	31 mars 2024	31 mars 2023 (retraité)
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie	5,500,080 \$	3,467,115 \$
Placements temporaires	749,242 \$	714,328 \$
Débiteurs	237,974 \$	216,531 \$
Avances aux partenaires	362,826 \$	327,253 \$
Frais payés d'avance	12,711 \$	44,368 \$
	6,862,833 \$	4,769,595 \$
Immobilisations corporelles	15,962 \$	21,601 \$
Total actif	6,878,795 \$	4,791,196 \$

Passif et actif net		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	769,275 \$	593,757 \$
Apports reportés	5,619,440 \$	3,777,098 \$
	6,388,715 \$	4,370,855 \$
Actif net		
Investi en immobilisations corporelles	15,962 \$	21,601 \$
Reçu à titre de dotation	8,650 \$	8,650 \$
Non affecté	465,468 \$	390,090 \$
	490,080 \$	420,341 \$
Total passif et actif net	6,878,795 \$	4,791,196 \$

État de l'évolution de l'actif net*	31 mars 2024	31 mars 2023 (retraité)
Actif net début de l'exercice	420,341 \$	364,995 \$
Actif net fin de l'exercice	490,080 \$	420,341 \$



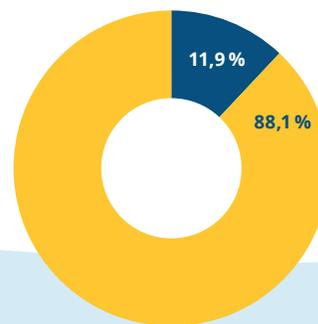
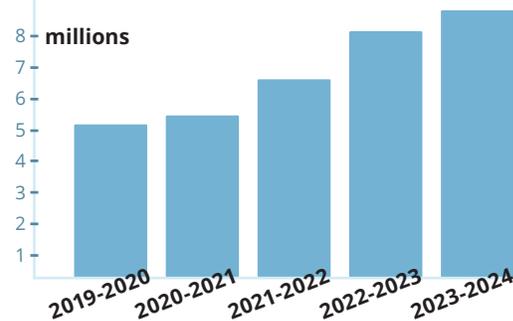
Les revenus



État des résultats*	31 mars 2024	31 mars 2023 (retraité)
Revenus		
Subventions provenant des gouvernements et d'organismes privés	8,452,438 \$	7,378,535 \$
Dons	131,498 \$	173,435 \$
Formations	376,524 \$	
Intérêts	38,367 \$	5,413 \$
Total des revenus	8,998,827 \$	7,557,383 \$

Dépenses		
Projets	7,799,488 \$	6,533,813 \$
Frais généraux et d'administration	1,117,681 \$	947,817 \$
Amortissement des immobilisations corporelles	11,919 \$	20,407 \$
Total des dépenses	8,929,088 \$	7,502,037 \$
Excédent des revenus sur les dépenses	69,739 \$	55,346 \$

Budget de fonctionnement des cinq dernières années



Les dépenses



* Les montants sont en dollars canadiens
Extraits des états financiers audités par KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Equitas en bref

Qui sommes-nous?

57 membres du **personnel**

72

organisations partenaires au Canada

44

organisations partenaires à travers le monde

17 membres du **conseil d'administration**

Notre impact depuis 57 ans

31

communautés autochtones avec lesquelles nous avons collaboré à travers le Canada

78

communautés ont participé à nos programmes à travers le Canada

41

éditions du **Programme international de formation aux droits humains** livrées

2

éditions du **programme de formation en ligne Connectons pour les droits** livrées

145

pays où les défenseuses.seurs des droits humains ont participé à nos programmes

8 520

défenseuses.seurs des droits humains ont participé à nos formations

37 020

abonné.e.s sur les **médias sociaux**



311 370

enfants et jeunes ont participé à nos programmes **au Québec**



1 441 121

enfants et jeunes ont participé à nos programmes **au Canada**

4 500 900

personnes sensibilisées grâce à nos programmes dans le **monde entier**

equitas

éduquer. habiliter. changer.



Imprimé sur du papier recyclé